

## Présentation synthétique des informations financières essentielles du CA 2021 (Article L 2313-1 10° CGCT)

Le compte administratif 2021 se décompose comme suit en opérations réelles.

	Dépenses	Recettes
<b>Investissement</b>	53 635 368,93	44 657 657,06
<b>Fonctionnement</b>	133 646 371,56	165 265 523,63
<b>Sous-total</b>	<b>187 281 740,49</b>	<b>209 923 180,69</b>
<b>Reprise résultat antérieur</b>		<b>7 005 503,42</b>
<b>Reste à réaliser en investissement</b>	<b>22 088 178,13</b>	<b>605 857,28</b>
<b>Reste à réaliser en fonctionnement</b>	<b>412 547,21</b>	<b>-</b>

Le détail par chapitre est le suivant :

### Section de fonctionnement - dépenses réelles :

Dépenses réelles de fonctionnement	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Variation
<b>Charges générales 011</b>	20 236 959	25 177 882,04	24,42%
<b>Frais de personnel 012</b>	77 755 873	82 303 080,76	5,85%
<b>Atténuation de produits 014</b>	1 562 434	1 632 300,00	4,47%
<b>Autres charges 65</b>	23 920 199	23 853 786,48	-0,28%
<b>Groupes politiques 656</b>	79 537	175 425,58	120,56%
<b>Charges financières 66</b>	241 874	233 816,33	-3,33%
<b>Charges exceptionnelles 67</b>	391 883	270 080,37	-31,08%
<b>TOTAL</b>	<b>124 188 760</b>	<b>133 646 371,56</b>	<b>7,62%</b>

### Section de fonctionnement - recettes réelles :

Recettes réelles fonctionnement	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Variation
<b>Produit des services 70</b>	9 129 216	11 421 454,99	25,11%
<b>Impôts et taxes 73</b>	110 217 507	123 906 307,32	12,42%
<b>Dotations et participations 74</b>	32 837 091	27 943 803,37	-14,90%
<b>Autres produits 75</b>	590 289	751 191,94	27,26%
<b>Atténuation de charges 013</b>	347 612	446 135,08	28,34%
<b>Produits financiers 76</b>	14	498,16	3458,29%
<b>Produits exceptionnels 77</b>	1 072 650	796 132,77	-25,78%
<b>TOTAL</b>	<b>154 194 379</b>	<b>165 265 523,63</b>	<b>7,18%</b>

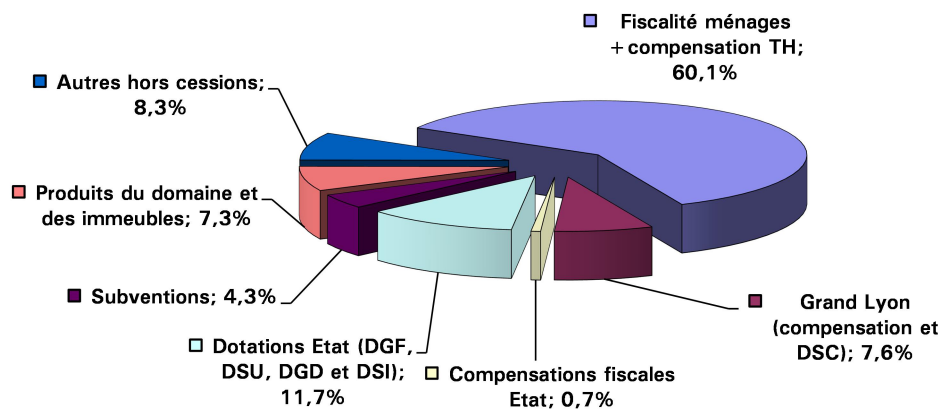
L'exécution budgétaire 2021 fait ressortir en recettes :

- une progression conséquente des produits des services (plus de 25 %) à 11,42 M€. C'est le contrecoup de la baisse constatée en 2020 liée à la crise sanitaire. Cela a conduit à des fermetures plus ou moins longues de certains équipements et à des mesures de gratuité pour l'occupation du domaine public. Le niveau 2019 de recette (11,98 M€) n'est toutefois pas atteint à nouveau, certaines fermetures ayant perdurées,
- les impôts et taxes (chapitre 73) progressent à travers la fiscalité directe et les modalités de compensation de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales suite à sa disparition. L'exercice a été marqué par plusieurs évolutions à la

hausse de la compensation suite aux calculs successifs du coefficient correcteur. Il est à noter qu'une part de la hausse provient d'un transfert d'une compensation auparavant inscrite en chapitre 74 (4,83 M€). Les droits de mutation ont continué à progresser eux aussi,

- hors transfert évoqué ci-dessus, le chapitre dotation et participations évolue à la baisse de -0,22 %. Les principales dotations obtenues de l'Etat (Forfaitaire, de Solidarité Urbaine et Globale de Décentralisation) progressent elle de 2,3 %. Les subventions diminuent.

La typologie des recettes réelles de fonctionnement est la suivante :

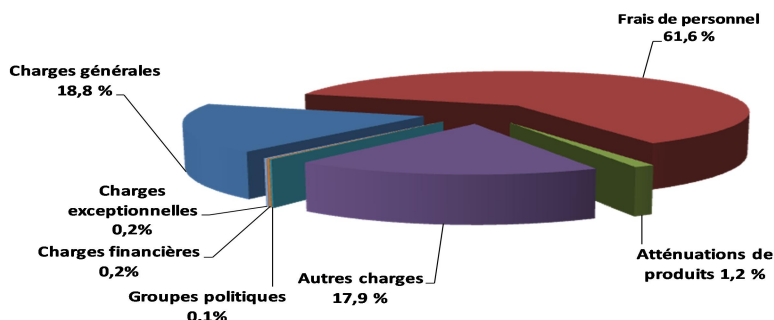


En dépenses de fonctionnement :

- concernant le chapitre 011, l'exercice est caractérisé une reprise de l'activité après une réduction drastique en 2020 du fait de l'état d'urgence sanitaire. La hausse constatée doit être donc relativisée d'autant que, l'exercice 2021 a vu la réalisation des Invites et des mesures de gestion de la crise encore prégnantes notamment l'ouverture d'un centre de dépistage puis de vaccination. Comparé à 2019, la hausse du chapitre ressort à 10,3 %.

- la masse salariale (chapitre 012) est en hausse de 5,85 % intégrant la création de 95 postes dans l'objectif de mettre en œuvre les politiques municipales. Cela prend aussi en compte l'impact des mesures d'accompagnement dans le cadre de la crise avec des remplacements et des besoins spécifiques plus importants pour permettre le fonctionnement des services.

La typologie est la suivante :



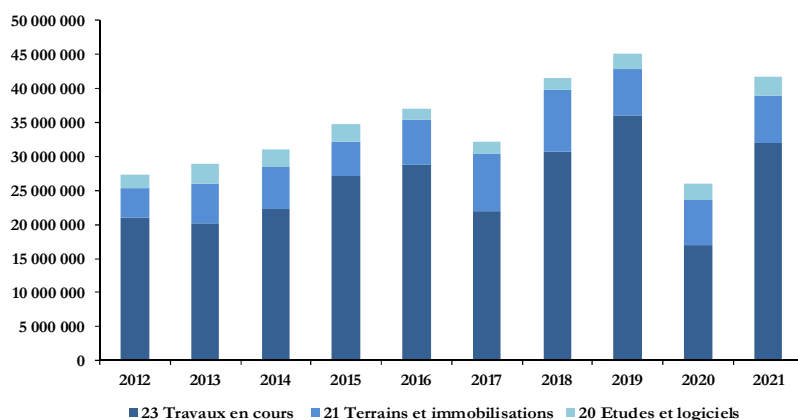
L'épargne de gestion est de 31,326 M€, +5,95 % comparée à 2020, où elle s'élevait à 29,56 M€. L'épargne de gestion correspond à l'ensemble des recettes réelles courantes desquelles on soustrait les dépenses réelles courantes. Elle ne prend pas en compte les opérations financières (chapitres 66/76), exceptionnelles (chapitres 67/77) et les opérations sur les provisions (chapitres 68/78).

L'épargne brute non retraitée, calculée par différence entre totalité des recettes et dépenses réelles de fonctionnement, progresse de 30,05 à 31,62 M€ soit +5,38 %. Hors cessions, la progression est de 8,38 % à 31,5 M€.

#### Section d'investissement - dépenses réelles :

Dépenses réelles d'investissement	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Variation
<b>Emprunts et dettes assimilées 16</b>	3 994 608,20	3 230 651,81	-19,12%
<b>Immobilisations incorporelles 20</b>	2 486 126,67	2 746 601,28	10,48%
<b>Subventions équipements versées 204</b>	5 404 783,59	8 690 609,18	60,79%
<b>Immobilisations corporelles 21</b>	6 538 850,02	6 980 759,70	6,76%
<b>Immobilisations en cours 23</b>	16 962 078,92	31 917 030,15	88,17%
<b>Participations et créances rattachées 26</b>		50 000,00	
<b>Autres immobilisations 27</b>	3 470 508,00	11 757,31	-99,66%
<b>Travaux pour compte de tiers 45X1</b>	9 850,00	7 959,50	-19,19%
<b>TOTAL</b>	<b>38 866 805,40</b>	<b>53 635 368,93</b>	<b>38,00%</b>

Les dépenses d'équipement (chapitres 20, 21 et 23) sont en hausse à 41,64 M€ contre 25,98 M€ en 2020 soit + 60,25 % consécutif à une normalisation de l'activité au regard de l'impact de la pandémie en 2020.

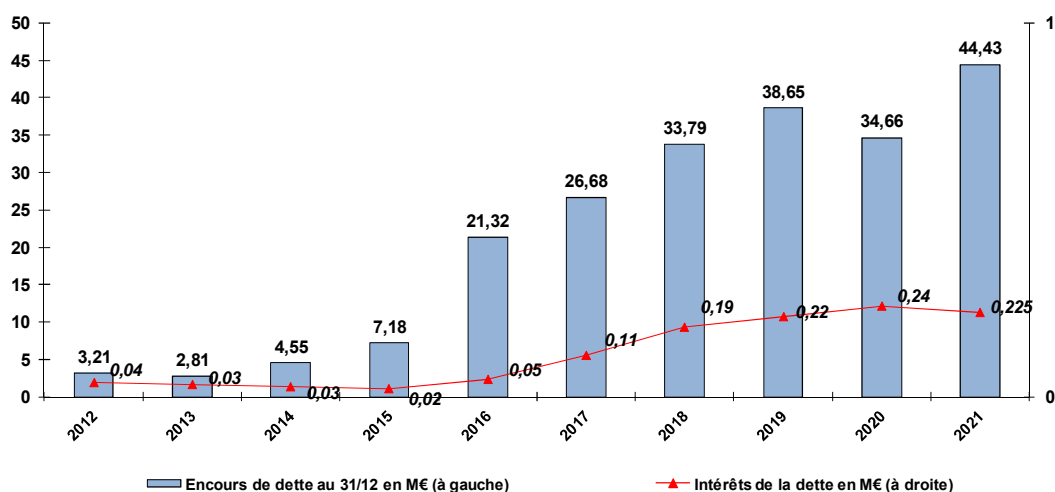


## Section d'investissement - recettes réelles :

Recettes réelles d'investissement	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Variation
<b>Emprunts et dettes assimilées 16</b>	-	13 000 000,00	
<b>Dotations fonds divers et réserves 10</b>	27 005 221	22 132 906,65	-18,04%
<b>Subventions d'investissement 13</b>	15 105 990	9 491 882,42	-37,16%
<b>Subventions d'équipements 204</b>	2 000	-	-100,00%
<b>Immobilisations en cours 23</b>	28 548	-	-100,00%
<b>Autres immobilisations 27</b>	34 417	24 908,49	-27,63%
<b>Travaux pour compte de tiers 45X1</b>	9 850	7 959,50	-19,19%
<b>TOTAL</b>	<b>42 186 025</b>	<b>44 657 657,06</b>	<b>5,86%</b>

Les recettes d'investissement sont caractérisées par un recours plus important en 2021 à l'emprunt et une baisse substantielle des subventions perçues. L'exercice 2020 avait été marqué par une participation conséquente versée par la métropole au titre des équipements de la Zac la Soie (9 M€).

Le stock de dette s'élève à 44,43 M€ au 31/12/2021 (34,66 M€ au 31/12/2020) soit 293 € /habitant. La capacité de désendettement est de 1,41 année (hors recettes de cessions).



Les ratios financiers villeurbannais sont les suivants (*ratios 1 à 6 en € par habitant*) :

1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	881
2	Produit des impositions directes/population	654
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 089
4	Dépenses d'équipement brut/population	274
5	Encours de la dette/population	293
6	DGF/population	125
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	61,58 %
8	Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonct.	82,82 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	25,20 %
10	Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement	26,88 %